

Questions orales

Nous voudrions donc savoir du gouvernement s'il a abordé la question avec le président des États-Unis et s'il a obtenu de lui la promesse que les États-Unis n'accuseront pas à la faillite toute l'industrie canadienne du bois d'oeuvre, d'un océan à l'autre.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le premier ministre a dit qu'il en avait discuté avec le président. J'en ai discuté à un certain nombre de reprises avec le représentant américain du commerce extérieur, avec le secrétaire au Commerce. Nous sommes convaincus qu'on n'invoquera pas l'article 301.

Nous croyons qu'il pourrait y avoir d'autres solutions visant à redonner des bases commerciales normales au commerce des produits de bois d'oeuvre. Il n'existe pas de garantie dans ce secteur, mais nous sommes convaincus qu'on n'invoquera pas l'article 301, et c'est là-dessus que nous nous sommes appuyés quand nous avons annoncé nos intentions.

* * *

L'AGRICULTURE

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Les agriculteurs canadiens attendent toujours du gouvernement des réponses claires et directes au sujet de la question cruciale de l'aide d'urgence. À la manifestation qui s'est déroulée à Rosetown, en Saskatchewan, le ministre de l'Agriculture n'a rien dit à ce sujet, mais après la manifestation il a déclaré aux médias qu'il n'avait pas l'intention de fournir d'aide d'urgence aux agriculteurs. Il n'a jamais été aussi direct à la Chambre.

Les agriculteurs veulent la vérité et ils la veulent maintenant. Il est temps que le gouvernement fasse preuve d'honnêteté à ce sujet et réponde sans détour. Et alors?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, nous avons des entretiens avec les agriculteurs. Pour évaluer la situation, le comité de la troisième ligne de défense tient une réunion à Winnipeg cette semaine, en fait, à compter d'aujourd'hui. Nous allons attendre que ce comité fasse rapport.

Les agriculteurs se demandent aussi pourquoi, si nous voulons soutenir leur revenu, le parti de ce député a voté contre la loi de retour au travail des fonctionnaires grâce

à laquelle le grain pourrait continuer d'être acheminé vers les marchés internationaux.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question s'adresse encore au premier ministre. Le gouvernement aime bien parler de ce qu'il fait pour les agriculteurs, mais il n'a jamais mentionné le fait que, l'an dernier seulement, il a réduit les versements aux agriculteurs de plus de 1 milliard de dollars, alors même que le cours du grain descendait à des niveaux sans précédent.

Les agriculteurs veulent savoir ce qui leur a été retiré. Ils réclament justice et seul un gouvernement sans coeur resterait insensible à cela.

Je veux savoir ce que le gouvernement va faire aujourd'hui.

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, je ne pense pas que les agriculteurs trouvent le gouvernement insensible à leur situation. Nous avons fourni une aide financière considérable aux agriculteurs et la plupart d'entre eux le savent, mais le gouvernement et les agriculteurs savent aussi qu'aucune somme ne va régler le problème pour de bon. La vraie solution viendra si nous parvenons à remettre un peu de bon sens dans les échanges internationaux. Nous y travaillons très fort. D'ici là, nous allons tout faire, comme je l'ai déjà dit, pour soutenir les agriculteurs, pour les aider à passer ce moment difficile.

Si nous voulons tous soutenir les agriculteurs, et il semble bien que tous à la Chambre le veuillent, nous devrions appuyer la mesure législative qui va permettre aux manutentionnaires de grain de reprendre le travail, de manière que le grain continue d'être acheminé et que les agriculteurs aient un revenu.

* * *

LE CHÔMAGE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le Conseil économique a publié aujourd'hui des études qui montrent que le chômage a augmenté au Canada, que les gens restent sans emploi pendant plus longtemps et que les régions et les groupes les plus pauvres du pays sont le plus durement touchés. Pourtant, le gouverneur de la Banque du Canada a soutenu hier, à Montréal, que sa politique ne devrait pas tenir compte du chômage et devrait être axée uniquement sur la stabilité des prix.